

Appel à Communications – Call for papers**XX^e colloque du P.R.I.D.A.E.S.****(Programme de Recherche sur les Institutions et le Droit des Anciens États de Savoie)****Colloque franco-italien / Convegno italo-francese****Droit pénal et justice criminelle dans les États de Savoie (XV^e - XIX^e siècles)****Diritto penale e giustizia criminale negli Stati sabaudi (XV^o-XIX^o sec.)****Comité scientifique :**

Coralie Ambroise-Casterot (Université Côte d'Azur), Marc Ortolani (Université Côte d'Azur), Paola Casana (Université de Turin), Giuseppina De Giudici (Université de Cagliari), Numa Graa (Université de Genève), Stéphanie Maccagnan (Université Côte d'Azur), Mario Riberi (Université de Turin), Lorenzo Sinisi (Université de Gênes), Elio Tavilla (Université de Modena - Reggio Emilia), Matteo Traverso (Université de Turin).

Comité d'organisation (à l'Université Côte d'Azur) :

Marc Ortolani, Gwenaëlle Callemin, Bénédicte Decourt-Hollender, Stéphanie Maccagnan,

Nice – 21-22-23 octobre 2026

Au début de l'époque moderne, dans les États de Savoie comme en France, la justice pénale reste la principale expression d'une souveraineté qui se construit, avant même la montée en puissance du pouvoir normatif ; c'est à travers la justice, et notamment le pouvoir de réprimer les crimes, que le duc, mais encore de manière résiduelle d'autres acteurs (seigneurs, villes, Église,) expriment leur autorité. D'ailleurs, puisque le duc est garant de la paix, de l'ordre, de la sécurité et de la concorde entre ses sujets, une prompte justice est aussi un de moyens d'en assurer le respect.

Autant dire qu'il s'agit-là d'un sujet central pour la construction de l'État monarchique dont le rôle est d'assurer le contrôle social de la violence ; l'une des preuves du caractère essentiel de cette question est d'ailleurs que, lors de la Révolution et de l'occupation française, le droit pénal et la justice criminelle, véritables enjeux de pouvoir, sont profondément remaniés, avant d'être rétablis proches de leur état antérieur sous la Restauration.

Cette emprise de l'État sur la justice criminelle n'est qu'une illustration du contrôle qu'il s'efforce d'exercer sur la société. Elle s'exprime de diverses manières : en appréhendant d'abord la criminalité dans le but de la juguler, à travers les incriminations pénales qui définissent l'illicite et font la part des choses entre les comportements que la société tolère et ceux qu'elle proscriit, poursuit et sanctionne. L'État intervient donc moyennant les règles qu'il élabore, bien que les sources du droit pénal restent multiples : depuis la législation princière sous ses différentes formes (dont les compilations du XVIII^e siècle) jusqu'aux codes pré-unitaires, mais également la jurisprudence des cours souveraines (et leurs *decisiones*), ou encore la doctrine pénale si peu connue, et dont on peut aussi attendre des critiques de l'organisation judiciaire et du fonctionnement de la justice. L'État agit évidemment à travers des institutions judiciaires et leurs modalités d'intervention qui ne cessent de

se développer pour devenir plus fonctionnelles et efficaces. Au fur et à mesure se met en place un véritable service public de la justice, organisé et hiérarchisé. Ces institutions judiciaires ont déjà été abordées à l'occasion de plusieurs colloques du PRIDAES, mais plusieurs aspects restent encore à découvrir à propos de ces juridictions, notamment à travers les acteurs de la justice, les magistrats et la marge de manœuvre dont ils disposent, le ministère public, la défense de l'accusé, les auxiliaires de la justice pénale. De même, et l'État s'en préoccupe évidemment, la justice criminelle est aussi, et même avant tout, le respect d'une procédure, c'est-à-dire le mode d'instruction de l'instance, et les archives judiciaires seront ici mobilisées pour rendre compte de la justice telle qu'elle est rendue par les diverses juridictions. Enfin la justice pénale c'est aussi une forme de violence légitime et donc, nécessairement, l'infliction de peines qui seront abordées dans leur double dimension : leur finalité (intimidation, exclusion, rétribution, ou amendement, sans oublier, dans une société chrétienne, la place du pardon) et leurs modalités (peines afflictives, privatives de libertés, pécuniaires, infâmantes...). En marge, une place sera réservée aussi aux modes alternatifs de règlement des infractions, qui ne passent pas par la justice pénale mais empruntent la voie de la transaction, de la conciliation voire de l'arbitrage.

Bien qu'étant centré sur la justice pénale étatique, ce colloque n'exclut pas les justices seigneuriales ou les justices d'Eglise ou certaines de ses formes particulières telles que la justice militaire.

De même, ce colloque de juristes, d'historiens du droit et d'archivistes sera également ouvert aux historiens pour une approche politique et sociale du crime et de sa répression.

Enfin, dans le temps, il s'agira d'évoquer, concernant l'organisation et le fonctionnement de la justice pénale, le développement de la justice ducal puis royale au détriment des justices concurrentes ; mais également les bouleversements imposés durant la « période française » consécutive à la Révolution, et enfin les orientations particulières du droit pénal et de la justice criminelle sous la Restauration jusqu'à la veille de l'Unité italienne.

Modalités de soumission des propositions :

Les propositions de communications sont à soumettre à : marc.ortolani@univ-cotedazur.fr

Elles ne devront pas excéder 3000 signes (tout compris) et devront comporter une brève présentation de l'auteur et un bref descriptif des sources envisagées. L'envoi des propositions s'effectuera jusqu'au 31 mars 2026. Les candidats seront informés de la décision du comité organisateur au plus tard le 1^{er} juillet 2026.

Le colloque se tenant à Nice, les organisateurs prendront en charge l'hébergement et la restauration mais ne seront pas en mesure de financer les déplacements qui resteront à la charge de chaque communicant ou de son institution. Pour ceux qui ne pourraient pas se déplacer, le colloque est prévu sous forme hybride (en présentiel ou à distance). Merci d'indiquer dans la proposition de communication si celle-ci se fera en présentiel ou à distance.

Les communications au colloque seront d'une durée de vingt minutes en langue française, italienne ou anglaise. Les actes du colloque seront publiés.

Call in lingua italiana

All'inizio dell'età moderna, negli Stati sabaudi come in Francia, la giustizia penale rappresenta ancora la principale espressione di una sovranità in via di costruzione, ancor prima dell'affermazione di un vero e proprio potere normativo. È attraverso l'esercizio della giustizia – e in particolare attraverso il potere di reprimere i crimini – che il duca, ma anche, in misura residua, altri soggetti (signori, città, Chiesa), esercitano la propria autorità. Del resto, in quanto garante della pace, dell'ordine, della sicurezza e della concordia tra i sudditi, il duca è anche tenuto ad assicurare una giustizia pronta e sollecita, quale strumento essenziale per mantenere tali equilibri.

È dunque evidente che ci si trova di fronte a un tema centrale nella costruzione dello Stato monarchico, il cui compito principale consiste proprio nel controllo sociale della violenza. La prova

del carattere strategico di questa funzione risiede anche nel fatto che, nel corso della Rivoluzione e dell'occupazione francese, il diritto penale e la giustizia criminale – autentici strumenti di potere – sono oggetto di profonde riforme, per poi essere in gran parte restaurati nei loro tratti originari con la Restaurazione.

Il controllo esercitato dallo Stato sulla giustizia criminale si iscrive in una più ampia volontà di governo della società. Esso si esprime in vari modi: innanzitutto, attraverso la definizione della criminalità e il tentativo di contenerla, per mezzo delle incriminazioni penali che distinguono tra i comportamenti tollerati e quelli vietati, perseguiti e sanzionati. L'intervento dello Stato si realizza dunque mediante le norme che esso stesso elabora, sebbene le fonti del diritto penale restino molteplici: dalla legislazione principesca nelle sue diverse forme (comprese le raccolte settecentesche) ai codici preunitari, dalla giurisprudenza delle corti sovrane (e le loro *decisiones*) alla dottrina penalistica – spesso trascurata – che può però offrire spunti critici sull'organizzazione giudiziaria e sul funzionamento concreto della giustizia.

L'azione dello Stato si esplica inoltre attraverso istituzioni giudiziarie la cui struttura e modalità d'intervento si sviluppano progressivamente, nella direzione di una maggiore funzionalità ed efficienza. Si assiste così alla progressiva costruzione di un vero e proprio servizio pubblico della giustizia, articolato e gerarchizzato. Tali istituzioni sono già state oggetto di riflessione in diversi convegni promossi dal PRIDAES, ma restano ancora molti aspetti da approfondire, in particolare per quanto riguarda i protagonisti della giustizia: i magistrati e i margini di autonomia di cui godono, il pubblico ministero, la difesa dell'accusato e gli ausiliari della giustizia penale.

Parimenti, poiché la giustizia criminale implica il rispetto di precise procedure – vale a dire le modalità di istruzione del processo – saranno oggetto di attenzione anche le fonti archivistiche giudiziarie, preziose per ricostruire la giustizia così come veniva effettivamente amministrata dalle diverse giurisdizioni. La giustizia penale comporta infine anche una forma di violenza legittima, e dunque l'infrazione di pene, che verranno analizzate sotto un duplice profilo: da un lato, le loro finalità (intimidazione, esclusione, retribuzione o correzione, senza dimenticare, in una società cristiana, la dimensione del perdono); dall'altro, le loro modalità (pene afflittive, privative della libertà, pecuniarie, infamanti...).

Uno spazio sarà riservato anche ai meccanismi alternativi di risoluzione delle infrazioni, che non transitano per la giustizia penale ordinaria ma ricorrono alla transazione, alla conciliazione o addirittura all'arbitrato.

Pur privilegiando una prospettiva centrata sulla giustizia penale statuale, il convegno non esclude interventi dedicati alle giustizie signorili o ecclesiastiche, né a forme particolari quali la giustizia militare.

Il convegno, che si rivolge a giuristi, storici del diritto e archivisti, sarà aperto anche agli storici interessati a una lettura politica e sociale del crimine e della sua repressione.

Dal punto di vista cronologico, verranno affrontate le trasformazioni dell'organizzazione e del funzionamento della giustizia penale, a partire dallo sviluppo della giustizia ducale – poi regia – a scapito delle giurisdizioni concorrenti, per proseguire con gli sconvolgimenti imposti durante il periodo francese seguito alla Rivoluzione, fino ad arrivare alle specifiche linee evolutive del diritto penale e della giustizia criminale nel periodo della Restaurazione, sino alla vigilia dell'Unità d'Italia.

Modalità di presentazione delle proposte di comunicazione

Le proposte di comunicazione dovranno essere inviate a: marc.ortolani@univ-cotedazur.fr

Esse non dovranno superare 3000 caratteri (spazi inclusi) e dovranno comprendere una breve presentazione dell'autore e una breve descrizione delle fonti che saranno esaminate. Le proposte devono essere inviate entro il 31 marzo 2026. I candidati saranno informati della decisione del comitato organizzatore entro e non oltre il 1° luglio 2026.

Il convegno si terrà a Nizza. Gli organizzatori si occuperanno dell'alloggio e del vitto ma non dei costi di trasferta, che rimarranno a carico di ciascun partecipante o dell'ente di appartenenza. Per

coloro che non potranno partecipare ai lavori in presenza, è prevista la possibilità di collegarsi online. Si prega di indicare nella proposta se si intende partecipare in presenza o da remoto.

Il tempo previsto per ogni intervento è di massimo venti minuti in lingua francese, italiana o inglese.

Gli atti del convegno saranno pubblicati.